

Projet ALTIS – Choix et mise en place d'un nouvel ERP Finance & Approvisionnements

Numéro de consultation : 2026-GIE-002

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

PHASE CANDIDATURES

DIALOGUE COMPETITIF

MARCHE UNIQUE

Services informatiques

Code de la commande publique

DATE ET HEURE LIMITEES DE DEPOT DES CANDIDATURES : LE 09/03/2026

A 17 HEURES

Le dossier de consultation fourni aux entreprises est composé des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation pour la candidature,
- L'avis d'appel public à la concurrence,
- La fiche « coordonnées du candidat »
- Le programme fonctionnel des besoins incomplet
- La grille d'exigences fonctionnelles

Ce document comporte 10 pages y compris la page de garde.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 - FORME ET DUREE DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 4 - PROCÉDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 5 - MODALITES DE REPONSE	4
5.1. MODALITES DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES	4
5.2. MODALITES DE REPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE	5
5.3. MODALITES DE REPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DANS LA REPONSE DE LA CAPACITE D'OPERATEURS ECONOMIQUES AUTRES QUE DES CO-TRAITANTS OU DES SOUS-TRAITANTS.....	5
5.4. MODALITÉ DE RÉPONSE ÉLECTRONIQUE	5
ARTICLE 6 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES.....	6
6.1. PRESENTATION DES CANDIDATURES	6
6.2. ELEMENTS A REMETTRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE.....	6
6.3. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE	7
ARTICLE 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES.....	7
7.1. VERIFICATION DU CARACTERE COMPLET DES CANDIDATURES ET DE LEUR CONFORMITE AUX CONDITIONS DE PARTICIPATION (APTITUDE, CAPACITES, NON INTERDICTION DE SOUMISSIONNER)	7
7.2. CRITERES DE LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS QUI SERONT ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE	8
ARTICLE 8 - EXAMEN DES OFFRES ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE	9
8.1. EXAMEN DES OFFRES.....	9
8.2. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES, PONDERATION ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE	9
8.3. MODALITES D'ATTRIBUTION DES PRIMES	10
8.4. MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ	10
8.5. PIÈCES CONCERNANT CHAQUE CANDIDAT SELECTIONNE POUR DEPOSER UNE OFFRE QUI SERONT VERIFIEES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR OU DONT LA COMMUNICATION SERA EXIGEE DE SA / LEUR PART.....	10
ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION ET QUESTIONS/REPONSES SUR CES DOCUMENTS	10
9.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	10
9.1.1. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE	10
9.2. QUESTIONS / REPONSES SUR LES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION.....	10
9.2.1. QUESTIONS	10
9.2.2. REPONSES	11

ARTICLE 1 - ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ

La présente consultation est passée par :

GIE du Groupe CCI Paris Ile-de-France
49 rue de Tocqueville
75017 Paris

Type d'organisme : GIE géré par un établissement public administratif de l'État.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet : Choix, mise en place et maintenance d'un nouvel ERP Finance & Approvisionnements.

Le CCAG applicable est le CCAG TIC.

Le marché est mono-attributaire.

Le présent marché n'est pas alloti.

La dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations. En effet, le suivi des prestations ne pourrait être parfaitement effectué et la qualité de service s'en trouverait affectée. Il est donc nécessaire de faire exécuter toutes les prestations objet du marché par un seul opérateur économique, conformément aux dispositions de l'article L2113-11 – 2° du code de la commande publique.

Les prestations attendues sont décrites dans le programme fonctionnel incomplet, joint au dossier de consultation.

ARTICLE 3 - FORME ET DUREE DU MARCHÉ

Le marché est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique, dans les conditions précisées à l'Acte d'engagement valant CCAP.

Le présent accord-cadre comporte un montant minimum de 1 000 000 € HT et un montant maximum de 20 000 000 € HT sur la durée totale du contrat. Conformément aux articles R2162-1 à R2162-4 du Code de la commande publique, ces montants engagent l'acheteur et constituent les limites minimales et maximales des commandes susceptibles d'être émises dans le cadre du marché.

Le marché est conclu pour une durée de deux ans, à compter de sa date de notification.

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de deux ans. La durée maximale du marché, toutes périodes confondues, est de huit ans.

La durée de l'accord-cadre est fixée au-delà de quatre ans en raison des investissements matériels, techniques et humains significatifs exigés pour son exécution, dont l'amortissement ne peut être raisonnablement assuré sur une durée inférieure, conformément aux dispositions des articles L.2125-1 et R.2162-4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 - PROCÉDURE DE PASSATION

La présente consultation est engagée sous la forme d'une procédure formalisée, en l'occurrence un dialogue compétitif, conformément aux dispositions des articles L.2124-1, L.2124-4, R.2124-1, R.2124-5 et R.2161-24 à R.2161-31 du code de la commande publique.

Le nombre minimum de candidats que le pouvoir adjudicateur prévoit d'inviter est de 3, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats.

Le nombre maximum de candidats que le pouvoir adjudicateur prévoit d'inviter est de 5, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats. Les critères de sélection des 5 premiers candidats sont ceux indiqués dans l'avis précité et à l'article 7.2 ci-après.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum ci-dessus, le pouvoir adjudicateur pourra poursuivre la procédure avec les candidats ayant les capacités requises.

Le recours à la procédure de dialogue compétitif permet au GIE du Groupe CCI Paris Ile-de-France de définir son besoin qui ne peut être satisfait par l'adaptation de solutions immédiatement disponibles, et ce conformément à l'article R.2124-3 1° du Code de la commande publique. Par ailleurs, le GIE du Groupe CCI Paris Ile-de-France n'est pas en mesure de définir les spécifications techniques et fonctionnelles avec une précision suffisante, et ce conformément à l'article R.2124-3 5° du Code de la commande publique. En l'espèce, le motif justifiant de recourir à cette procédure de dialogue compétitif est que le GIE du Groupe CCI Paris Ile-de-France, au vu de la complexité des prestations, n'est pas en mesure de pouvoir définir objectivement seul et à l'avance les moyens techniques pouvant répondre à ses besoins.

ARTICLE 5 - MODALITES DE REPONSE

Les entreprises peuvent répondre seules ou avec d'autres entreprises ou d'autres opérateurs économiques, dans les conditions suivantes :

5.1. MODALITES DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES

- ✓ **Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises (personnes morales ou entreprises individuelles).**

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité.

- ✓ Les candidats pourront se présenter seuls ou en groupement.
Les candidats sont limités à présenter 2 candidatures que ce soit en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un groupement ou en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

Hypothèse de principe

La forme du groupement n'est pas imposée. Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

5.2. MODALITES DE REPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Pour justifier de ses capacités professionnelles ou techniques, le candidat peut demander que soient également prises en compte celles d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Dans ce cas, le candidat doit cumulativement :

- Justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants en produisant les renseignements relatifs à la candidature énoncés dans l'avis de publicité ;
- Présenter le formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance téléchargeable sur le site du ministère de l'Économie.

5.3. MODALITES DE REPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DANS LA REPONSE DE LA CAPACITE D'OPERATEURS ECONOMIQUES AUTRES QUE DES CO-TRAITANTS OU DES SOUS-TRAITANTS

Le candidat peut demander, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières concernant la prestation, que soient également prises en compte celles d'autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, le candidat doit :

- justifier des capacités de ces opérateurs en produisant les renseignements relatifs à la candidature énoncés dans l'avis de publicité ;

et

- justifier qu'il en disposera pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit de l'opérateur. Cet engagement sera exigé au stade de la vérification des capacités des candidats.

5.4. MODALITÉ DE RÉPONSE ÉLECTRONIQUE

Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site Internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée ci-dessous à l'article « conditions d'envoi et de remise des dossiers des entreprises » est nul et non avenu.

Les candidats doivent prendre connaissance des prérequis techniques relatifs au dépôt des candidatures et des offres qui sont détaillés sur la plate-forme du pouvoir adjudicateur.

Les fichiers doivent obligatoirement être remis par les candidats sous l'un des formats suivants :

- .pdf,
- .doc ou .rtf,
- .xls,
- .ppt,
- .jpg ou .jpeg.

Pour compresser les fichiers, les logiciels du type 7-zip ou .zip doivent être utilisés.

Chaque candidat doit préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

SIGNATURE ELECTRONIQUE :

Celles des pièces des candidature transmises par voie électronique ou envoyées sur support physique électronique qui requièrent une signature en bonne et due forme doivent être signées électroniquement et individuellement pour tout moyen garantissant notamment l'identification du candidat.

ENVOI D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE :

Il est possible d'envoyer une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique selon les modalités indiquées à l'article ci-dessous « présentation des candidatures ».

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur ;
- Lorsqu'une candidature a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur dans les délais ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde lui soit parvenue dans les délais.

ARTICLE 6 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

L'action du pouvoir adjudicateur s'inscrivant dans une démarche de **développement durable**, elle souhaite limiter le poids du papier dans les procédures de marchés publics.

Ainsi, la transmission des brochures ou documentations générales sans rapport direct avec le besoin exprimé par le pouvoir adjudicateur doit être évitée sous le format papier et privilégiée sous format électronique.

Par ailleurs, il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- Être clairs, concis et précis ;
- S'en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par le pouvoir adjudicateur.

Enfin, les documents devront respecter les règles suivantes :

- Nom de documents : Type de document-nom de l'entreprise (exemple : AE-NOMENTREPRISE),
 - Les formats de documents mis en ligne devront être ceux de la réponse,
- OU**
- Les documents mis à disposition au format excel (.xls ou .xlsx) devront être remis sous ce même format.

6.1. PRESENTATION DES CANDIDATURES

Les candidats doivent remettre obligatoirement un dossier de candidature en vue de la sélection des entreprises admises à présenter une offre.

6.2. ELEMENTS A REMETTRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE

Le dossier de candidature comprend impérativement les documents et renseignements énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence à remettre dans les conditions décrites à l'article 6.3 ci-dessous « conditions d'envoi et de remise des candidatures ».

6.3. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature doivent être transmis **UNIQUEMENT** par voie électronique à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Si une COPIE DE SAUVEGARDE EST EGALEMENT TRANSMISE, celle-ci devra être envoyée :

- par courrier sous pli recommandé avec accusé de réception avec la mention « COPIE DE SAUVEGARDE : intitulé du marché – NE PAS OUVRIR » à l'adresse suivante :

GIE du Groupe CCIR Paris Ile-de-France - Direction des achats
47/49, rue de Tocqueville
75017 PARIS

OU

- être déposés sur place contre récépissé en se présentant du lundi au vendredi sauf jours fériés, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h à la même adresse.

TRES IMPORTANT :

- ✓ L'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis non parvenus aux date et heure limites indiquées sur la page de garde du présent document ne seront pas pris en compte.
- ✓ Par ailleurs, les candidats doivent déposer leur offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un candidat, seule sera ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres (art. R2151-6 du code de la commande publique).
- ✓ Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis indiqué sur la page de garde.

ARTICLE 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES

Rappel : Seuls pourront être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des candidatures annoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde de ce document.

7.1. VERIFICATION DU CARACTERE COMPLET DES CANDIDATURES ET DE LEUR CONFORMITE AUX CONDITIONS DE PARTICIPATION (APTITUDE, CAPACITES, NON INTERDICTION DE SOUMISSIONNER)

Conformément aux articles L2142-1, R2142-3, R2142-4, R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique, chaque candidat doit remettre impérativement les documents et renseignements indiqués ci-dessous et énoncés dans l'avis de publicité, dans les conditions décrites à l'article ci-dessus « modalités de réponse ».

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

DC1 : lettre de consultation	Dument complété par le candidat unique ou par tous les membres du groupement
------------------------------	--

Conformément à l'article L2141-3 du code de la commande publique, à l'issue de l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur éliminera :

- Les candidats en période d'observation dans le cadre d'un redressement judiciaire ;
- Les candidats en redressement judiciaire dont le plan de redressement (plan de continuation) est inférieur à la durée d'exécution du marché ;
- Les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées dans le présent règlement de consultation ;
- Les candidatures qui après vérification ne présentent pas de capacités suffisantes au regard des éléments demandés dans le présent règlement de consultation ;
- Les candidatures qui ne sont pas sélectionnées au regard des critères de sélection mentionnés dans l'avis de publicité et rappelés à l'article « CRITERES DE LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS QUI SERONT ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE » ci-après ;
- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence.

7.2. CRITERES DE LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS QUI SERONT ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE

Les candidatures seront sélectionnées en appliquant les critères suivants aux renseignements fournis par les candidats dans leur dossier de candidature :

Critères de limitation des candidatures pour le marché « Choix et mise en place d'un nouvel ERP Finance & Approvisionnements »	Note maximale
1.Garanties et capacités techniques et financières : a. Chiffre d'affaires du groupement des 3 dernières années, et des sociétés composant le groupement b. Effectifs globaux du groupement, et des sociétés composant le groupement	20 %
2. Capacités professionnelles, références et moyens : a. effectifs dédiés à l'offre ERP finance et approvisionnements (dont effectifs parlant anglais) b. nombre et qualité des références dans le secteur public sur un périmètre comparable c. nombre et qualité des références éducation (en France et à l'étranger) sur un périmètre comparable	30 %
3. - Une note d'intention de 15 pages décrivant la compréhension des enjeux, la proposition de valeur, la capacité de l'éditeur à couvrir certaines exigences fonctionnelles, le dispositif d'accompagnement... - Réponses au questionnaire sur les exigences fonctionnelles (grille fournie en annexe)	50 %

A l'issue de la sélection des candidatures, le pouvoir adjudicateur éliminera les candidats dont la candidature n'est pas sélectionnée au regard des critères de sélection mentionnés dans l'avis de publicité et rappelés ci-dessus et des règles fixées à l'ARTICLE 4 - ci-dessus.

- **Format attendu de la note d'intention**

Le candidat décrira, dans un document d'une quinzaine de pages, au format word, ppt ou pdf, en police 10, interligne 1, les éléments suivants :

1. Synthèse de la proposition de valeur (1 page max)
2. Présentation du groupement (2 pages max)
3. Présentation de références clés (4 pages max)
 1. Une à deux références ERP Finance / approvisionnements dans le secteur public
 2. Une à deux références ERP Finance / approvisionnements dans le secteur éducation en France ou à l'étranger
4. Note d'intention (8 pages max)
 1. Compréhension du contexte et des enjeux
 2. Présentation de la méthodologie projet et du planning envisagé
 3. Présentation de l'organisation projet
 4. Présentation des facteurs différenciants du groupement
 5. Capacité de réponse à certaines exigences fonctionnelles et techniques transverses (une réponse synthétique est attendue sur chaque exigence)
 1. Gestion du multinormes comptables et du multi-langues (Italien, Anglais, Allemand, Espagnol, Français)
 2. Capacité à gérer des modèles analytiques complexes y compris ventilation des charges indirectes, et nombre d'axes analytiques disponibles dans l'outil
 3. Capacité à structurer et suivre des marchés publics après la notification (structuration accord-cadre, bons de commande, marchés subséquents, gestion des multi-attributaires et des sous-traitants)
 4. Capacité des équipes à déployer dans un environnement anglophone

ARTICLE 8 - EXAMEN DES OFFRES ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE

8.1. EXAMEN DES OFFRES

A l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées, conformément aux articles R2152-3, R2152-5 et R2153-3 du code de la commande publique.

Toutefois, conformément aux dispositions des articles R2152-1 et R2152-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai identique, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

8.2. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES, PONDERATION ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères et des sous-critères qui seront définis dans le règlement de consultation adressé(e) aux candidats sélectionnés.

	Critères	Pondération des critères et sous-critères
1	Prix	30 %
2	Valeur technique	60 %
3	RSE	10 %

Les candidats devront produire tout justificatif pertinent permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier l'exactitude des informations fournies dans le cadre de leur offre.

8.3. MODALITES D'ATTRIBUTION DES PRIMES

Une prime sera versée à chaque candidat admis à participer au dialogue compétitif dont l'offre ne sera pas retenue à l'issue de la procédure. Les conditions et modalités de versement de prime seront détaillées dans le règlement de la phase d'offre du dialogue compétitif.

8.4. MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Après examen des offres, l'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Les offres seront classées par ordre décroissant.

Le marché sera attribué à un seul attributaire.

8.5. PIÈCES CONCERNANT CHAQUE CANDIDAT SÉLECTIONNÉ POUR DÉPOSER UNE OFFRE QUI SERONT VÉRIFIÉES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR OU DONT LA COMMUNICATION SERA EXIGÉE DE SA / LEUR PART

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION ET QUESTIONS/REPOUSES SUR CES DOCUMENTS

9.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

9.1.1. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours avant la date de remise de la candidature, des modifications aux documents et renseignements demandés, soit le 2 mars à 17 heures.

9.2. QUESTIONS / REPONSES SUR LES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

9.2.1. QUESTIONS

Pendant la phase précédant la remise des candidatures, les opérateurs économiques peuvent faire parvenir leurs questions ou demandes de renseignements complémentaires au plus tard 10 jours avant les date et heure limites de dépôt des candidatures, soit le 25 février à 17 heures.

Les demandes seront transmises UNIQUEMENT par voie électronique via l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Les candidats ou soumissionnaires sont tenus de signaler dans les conditions prévues au présent article, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de les léser ou les conduire à renoncer à répondre à la lecture des documents de la présente procédure. A défaut de les avoir signalées, les candidats ou soumissionnaires sont réputés admettre que ces anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences du dossier de consultation et de leurs obligations contractuelles futures au stade de l'exécution du marché.

9.2.2. REPONSES

Pendant la phase précédant la remise des candidatures, les réponses aux demandes seront envoyées à tous les candidats via la plate-forme de dématérialisation au plus tard 2 jours avant la date de remise des candidatures. Il ne sera répondu à aucune question orale.